



**ASSOCIATION PAS A PAS
ENFANCE & ADOLESCENCE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rue de la Convention
59650 – VILLENEUVE D'ASCQ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

Juris Consultants – Société de Commissariat aux Comptes

3 avenue du Général de Gaulle – 91090 LISSES – Tél. : +33 (0)1 60 89 87 50 – Mail : contact-ae@crowe-fideliance.fr

Société inscrite auprès de la compagnie Régionale de Paris.

SASU au capital de 80 000 € - 323 858 621 RCS Evry – SIRET 323 858 621 00028 – APE 6920Z

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR13 323 858 621

Fideliance est un membre indépendant de Crowe Global. Chaque cabinet membre est une entité commerciale indépendante.

A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association PAS À PAS – ENFANCE ET ADOLESCENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2022-06.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

Votre association gère le budget d'un établissement sous contrôle de tiers financeurs. A ce titre, et afin de se conformer à la réglementation spécifique de ce secteur d'activité, une comptabilité distincte est tenue pour cet établissement et pour l'association.

Les comptabilités individuelles de ces établissements sont en fin d'exercice arrêtées individuellement et ensuite combinées pour présenter un bilan et un compte de résultat global des activités de votre association.

Notre démarche d'audit a donc porté sur l'examen de ces comptabilités individuelles par établissement, et dans un second temps nous avons vérifié la correspondance des comptes inter-établissements pour nous assurer de l'exactitude des réciprocitys entre les différentes comptabilités.

Nos appréciations ne portent pas sur l'exactitude des comptes administratifs, transmis aux autorités de tarification, mais sur les documents combinés de fin d'exercice.

Comme mentionné ci-dessus, la note « « Principes, règles et méthodes comptables », de l'annexe des comptes annuels expose le changement de méthode comptable. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 4 juin 2026.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en font partie intégrante.

Fait à Lisses, le 5 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
JURIS CONSULTANTS
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Jonathan MARION
Associé

Signé par :

CE97165148A847E...

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan association médico-social ANC2022-06(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires	6 417	6 417	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. dont réserves sous gestion propre			
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	198 300	198 300	
. Autres			
Report à nouveau	-24 750	-26 676	1 926
. dont report à nouveau sous gestion propre			
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	-62 563	-33 753	- 28 810
Excédent ou déficit de l'exercice	262 272	-26 883	289 155
. dont résultat sous gestion propre			
. dont résultat des activités sociales et médico-sociales			
Situation nette (sous total)	379 677	117 405	262 272
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	379 677	117 405	262 272
Comptes de liaison			
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	12 350	91 300	- 78 950
TOTAL (II)	12 350	91 300	- 78 950
Provisions			
Provisions pour risques	39 868	41 929	- 2 061
Provisions pour charges	11 375	11 375	
TOTAL (III)	51 243	53 304	- 2 061
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 868	58 177	- 24 309
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	177 739	188 048	- 10 309
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	1 016	967	49
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	212 624	247 192	- 34 568
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL GENERAL PASSIF (I à V)	655 894	509 201	146 693

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
Engagements reçus Legs nets à réaliser . acceptés par les organes statutairement compétents . autorisés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à vendre Engagements donnés			

Compte de résultat association médico-social ANC2022-06

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	40		40	N/S
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	301		301	N/S
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico- sociales				
. Ventes de prestations de services	2 349	1 770	579	32,71
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico- sociales				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation		4 000	- 4 000	-100
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	2 111 292	2 053 909	57 383	2,79
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	1 187	1 405	- 218	-15,52
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortissements, dépréciations et provisions	2 061		2 061	N/S
Utilisations des fonds dédiés	91 300	34 033	57 267	168,27
Autres produits	7 566	24	7 542	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	2 216 096	2 095 141	120 955	5,77
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	127	157	- 30	-19,11
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	125 293	164 536	- 39 243	-23,85
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	136 181	147 199	- 11 018	-7,49
Salaires	1 209 135	1 292 108	- 82 973	-6,42
Cotisations sociales	463 793	467 072	- 3 279	-0,70
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 420	10 081	339	3,36
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	12 350	2 400	9 950	414,58
Autres charges	39	170	- 131	-77,06
Total des charges d'exploitation (II)	1 957 338	2 083 724	- 126 386	-6,07
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	258 758	11 417	247 341	N/S
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	3 958	3 719	239	6,43
Reprises sur provisions et dépréciations				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	3 958	3 719	239	6,43

ASSOCIATION PAS A PAS ENFANCE ET ADOLESCENCE COMPTES CONSOLIDES 22 RUE DE LA CONVENTION
59650 VILLENEUVE D'ASCQ 05/05/2026

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	3 958	3 719	239	6,43
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	262 716	15 136	247 580	N/S
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		120	- 120	-100
Reprises sur provisions et dépréciations				
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)		120	- 120	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		41 929	- 41 929	-100
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)		41 929	- 41 929	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-41 809	41 809	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	444	210	234	111,43
Total des produits (I + III + IV)	2 220 054	2 098 980	121 074	5,77
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 957 782	2 125 864	- 168 082	-7,91
EXCEDENT OU DEFICIT	262 272	-26 883	289 155	N/S
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations ANC2022 06

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 655 894,31 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 262 272,01 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 05/05/2026 par les dirigeants.

INFORMATIONS GENERALES

Objet social

Organisme de réflexion, de concertation et d'action sur les modalités de la recherche scientifique liée aux domaines des acquisitions humaines et notamment chez l'enfant et l'adolescent, instrument de gestion des contrats scientifiques concernant l'étude fondamentale ou appliquée des acquisitions normales et pathologiques.

Nature et périmètre

Le SESSAD Camus PAS à PAS est agréé pour accompagner des enfants et des adolescents âgés de 0 à 20 ans, porteurs d'un trouble du spectre de l'autisme.

Sa mission principale est de faire profiter chaque famille, professionnel et étudiant des bénéfices résultant de la recherche en analyse du comportement et de pallier au mieux aux difficultés rencontrées dans l'éducation des enfants et des adolescents

Moyen mis en œuvre

Le service dispose de moyens importants permettant un accompagnement en 1 pour 1 et une supervision régulière des équipes.

La spécificité de ce service repose sur l'approche comportementale (ABA), qui requiert un accompagnement intensif, ainsi qu'une formation spécifique.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Règlement ANC 2022-06 :

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, et complété des mises à jour en vigueur actuellement, et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- > continuité de l'exploitation
- > permanence des méthodes comptables, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- > indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 5 à 7 ans
Agencements, aménagements, installations	10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 5 à 10 ans
Autre immobilisations corporelles	2 ans

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite ; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Absence de bénévolat sur l'exercice.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

L'association a procédé à un changement de méthode comptable obligatoire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 pour appliquer le règlement de l'autorité des normes comptables (ANC) n°2022-06 du 4 novembre 2022 cité ci-avant. Ce règlement a été appliqué de manière prospective.

Les principaux changements qui résultent de la mise en œuvre de ce nouveau règlement sont les suivants :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique de transfert de charges ;
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature ;
- De nouveaux modèles d'états financiers ;
- Une nouvelle présentation des informations dans l'annexe, introduisant des modèles de tableaux obligatoires.

Les nouvelles dispositions s'appliquent à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2025 sans retraitement des comptes antérieurs. Aucun reclassement n'a été nécessaire pour la présentation comparative de l'exercice 2024 selon les nouveaux modèles.

Annexes Associations ANC2022 06 (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	9 130	650		9 780
Immobilisations corporelles	100 146	4 676		104 822
Immobilisations financières	660			660
TOTAL	109 936	5 326		115 263

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 681	1 525		3 205
TOTAL I	1 681	1 525		3 205
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1 170	137		1 306
Matériel de transport	9 273	3 998		13 271
Matériel de bureau et informatique	66 971	4 761		71 732
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	77 414	8 896		86 310
TOTAL GENERAL (I+II)	79 095	10 420		89 515

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	660	660	
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances	18 931	18 931	
Charges constatées d'avance	3 346	3 346	
TOTAL	22 937	22 937	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	3 438
TOTAL	3 438

Annexes Associations ANC2022 06 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	6 417				6 417
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	198 300				198 300
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-26 676	1 926			-24 750
Dépenses refusées	-59 967				-59 967
Résultat sous contrôle tiers financeurs	103 582				103 582
Charges activité SMS prise en compte différée	-77 368				-77 368
Insuffisance 2024 affectation 2026		- 28 809			- 28 809
Excédent ou déficit de l'exercice	-26 863	26 863	262 272		262 272
Dont générosité du public					
Situation nette	117 405		262 272		379 677
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	117 405		262 272		379 677
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		103 582
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs	137 335	
Report à nouveau des activités propres de l'association	24 750	
SOLDE	162 085	103 582

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Attribution	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CNR 2022 CAP HANDEO	17 573		17 573				
CNR 2022 Stagiaires DEES							
CNR 2023 Stagiaires DEES	1 855		1 855				
CNR 2023 CAP HANDEO	10 000		10 000				
CNR 2023 Situations individuelles	59 472		59 472				
ENR 2024 QVCT	2 400		2 400				
ENR 2025 QVCT		12 350				12 350	
TOTAL	91 300	12 350	91 300			12 350	

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges	41 929		2 061	39 868
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	11 375			11 375
TOTAL (II)	53 304		2 061	51 243
TOTAL GENERAL (I+II)	53 304		2 061	51 243
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			2 061	
- financières				
- exceptionnelles				

Description des éléments significatifs ou importants : la provision pour litige est relative à un litige salarial

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	33 868	33 868		
Dettes fiscales et sociales	177 739	177 739		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 016	1 016		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	212 624	212 624		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	28 499
Dettes fiscales et sociales	85 773
Autres dettes	1 016
TOTAL	115 288

Annexes Associations ANC2022 06 (suite)
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation de l'IS

	Résultat comptable	Impôt sur les sociétés
Résultat courant	258 758	444
Résultat exceptionnel		
Résultat comptable	262 272	444

L'IS au taux de 24% est calculé sur les intérêts du livret CSL association

tableau du résultat comptable

	Résultat
Résultat tiers financeur	258 754
Résultat propre à l'association	3 518
total	262 272

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 138.505 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- une faible rotation du personnel
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1%
- le taux d'actualisation retenu : 3,60%
- le taux moyen des charges sociales : 50%

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	7	
Non cadres	26	
TOTAL	33	0

Informations relatives au crédit-bail**Crédit-bail mobilier**

	Install Mat Out	Autres	Total
Valeur d'origine			
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Dotations de l'exercice			
TOTAL			
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Exercice		58	
TOTAL		58	
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		625	
- à plus d'un an et cinq au plus		2659	
- à plus de cinq ans			
TOTAL		3284	
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus		0	
- à plus de cinq ans			
TOTAL		0	
Montant pris en charge dans l'exercice			

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6720 €.

Produits à recevoir = 3 438 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
<i>Produits a recevoir(4390000)</i>	3 438
TOTAL	3 438

Charges constatées d'avance = 3 346 E

Charges constatées d'avance	Montant
<i>Charges constatees d'avance(48600000)</i>	3 346
TOTAL	3 346

Charges à payer = 114 272 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
<i>Fournisseurs fnp(40810000)</i>	28 499
TOTAL	28 499

Dettes fiscales et sociales	Montant
<i>Provision congés payés(42820000)</i>	56 441
<i>Provision primes à payer(42860000)</i>	2 234
<i>Provision ch sociales/cp(43820000)</i>	27 098
TOTAL	85 773



**ASSOCIATION PAS A PAS
ENFANCE & ADOLESCENCE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rue de la Convention
59650 – VILLENEUVE D'ASCQ

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Juris Consultants – Société de Commissariat aux Comptes

3 avenue du Général de Gaulle – 91090 LISSES – Tél. : +33 (0)1 60 89 87 50 – Mail : contact-ae@crowe-fideliance.fr

Société inscrite auprès de la compagnie Régionale de Paris.

SASU au capital de 80 000 € - 323 858 621 RCS Evry – SIRET 323 858 621 00028 – APE 6920Z

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR13 323 858 621

Fideliance est un membre indépendant de Crowe Global. Chaque cabinet membre est une entité commerciale indépendante.

A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

ARTICLE L. 612-5 DU CODE DE COMMERCE

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

ARTICLE L. 313-25 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du Code de l'Action Sociale et des Familles, nous avons été informés de la poursuite, au cours de l'exercice écoulé, des contrats de travail des cadres dirigeants salariés au sens de l'article L. 212-15-1 du code de travail d'une personne morale de droit privé à but non lucratif gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.

Cependant, pour des raisons de confidentialité, nous ne communiquons pas l'information chiffrée pour l'exercice 2025 car cela conduirait à mentionner la rémunération individuelle du Directeur.

Fait à Lisses, le 5 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
JURIS CONSULTANTS
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Jonathan MARION
Associé

Signé par :

CE97165148A847E...